



Le budget Harper récele une nouvelle attaque contre les fonctionnaires

De sa manière habituelle, le gouvernement Harper a enfouï un autre piège pour les fonctionnaires dans le budget fédéral, présenté à la Chambre des communes le 11 février.

Cependant, Harper attaque cette fois les actuels et futurs retraités en réduisant la contribution du gouvernement dans le régime de soins de santé de la fonction publique, la faisant passer de 75 % à 50 %. Cela signifie que les retraités, qui ont un budget fixe, verront leurs coûts plus que doubler. En moyenne, la portion de ces coûts assumée par les retraités augmentera de 261 \$ à 550 \$ par année.

Cette action est conforme au style mesquin du gouvernement Harper qui consiste à attaquer ceux qui sont les plus vulnérables et qui ont consacré leurs vies à la fonction publique.

Clement déforme les chiffres des congés de maladie

C'est une technique que les conservateurs fédéraux adorent : répétez quelque chose à plusieurs reprises et les gens finissent par croire que c'est la vérité.

Cette fois, le président du Conseil du Trésor Tony Clement trompe intentionnellement les Canadiens dans sa campagne visant à couper les provisions de congés de maladie des fonctionnaires. Voulant faire passer les fonctionnaires pour des paresseux, il a déclaré à plusieurs reprises que les employé-es fédéraux prennent en moyenne 18,26 jours de congé de maladie par année.

Malheureusement pour le ministre pour qui les faits représentent un grand défi, la vérité a l'habitude de faire surface. Récemment, le directeur parlementaire du budget (DPB) a rendu publiques des statistiques qui indiquent que le nombre réel de jours pris en congés de maladie dans la fonction publique (11,5) est presque équivalent à celui des travailleurs du secteur privé.

Clement présente maintenant un autre trait commun du cabinet Harper : la désresponsabilisation. Il refuse de répondre aux médias qui demandent sa réaction face aux statistiques du DPB.

Rappelez-vous que, quand il avait besoin de nos votes, Clement affirmait qu'il « soutenait pleinement les agents correctionnels ». Il manifeste maintenant son « soutien » par ses propose trompeurs sur nos conditions de travail, puis en réduisant les avantages sociaux des personnes malades et des personnes âgées.

Le travail devient plus dangereux

Entre-temps, Clement refuse de reconnaître que les conditions de travail des agent-es correctionnel-les sont de plus en plus

dangereuses à cause du programme du gouvernement Harper relativement à la criminalité.

Voici quelques statistiques que Clement devrait garder à l'esprit, tandis qu'il se prépare à attaquer nos congés de maladie dans la prochaine ronde de négociation :

- La double occupation des cellules excède maintenant 20 % d'un bout à l'autre du pays et approche les 30 % dans les Prairies;
- Les taux d'hépatite C dans les prisons fédérales ont augmenté de plus de 50 % entre 2000 et 2008;
- Les agressions entre détenus ont augmenté de plus de 33 % en quatre ans;
- Dans les Prairies, les incidents de voies de fait (sur le personnel, les détenus et les visiteurs) ont augmenté de 60 % (passant de 366 incidents en 2008-09 à 586 en 2011-12);
- Les rapports d'usage de la force ont augmenté de 48 %;
- Finalement, 62 % de tous les accidents en lien avec le travail au SCC en 2012 impliquaient des agent-es correctionnel-les, et parmi ceux-ci, plus de 150 incidents comportaient des voies de fait et d'autres actes de violence. Plus de 80 d'entre eux se sont révélés être un incident traumatique.

Notre travail est unique

En 1999, le gouvernement fédéral a accordé deux journées de maladie supplémentaires aux agent-es correctionnel-les à cause de la nature dangereuse de notre travail. Maintenant, le gouvernement Harper entend sabrer nos congés de maladie, tout en rendant notre travail plus dangereux.

Nous nous demandons comment il se fait que le même gouvernement qui a reconnu nos conditions de travail exceptionnelles en négociant une convention collective respectable en 2006 nous insulte aujourd'hui et tente d'éliminer les conditions de travail que nous avons acquises en risquant nos vies pour assurer la sécurité des Canadiens? Qu'est-ce qui a changé? Ou serait-ce que le gouvernement doit être changé?

Nous verrons comment ce gouvernement considère vraiment ses agent-es correctionnel-les de première ligne dans la prochaine ronde de négociation. Nous devons nous mobiliser!